



## **RESPECT DU DROIT DE MANIFESTER ET DE TOUTES LES LIBERTES ! UNE SEULE URGENCE : LA REPONSE AUX REVENDICATIONS !**

Nos organisations syndicales CGT, CFE-CGC, FO, UNSA, FSU, Solidaires de Haute-Loire condamnent les interdictions de manifestation prises ces derniers jours par le gouvernement et la répression qui s'en est suivie. La dérive autoritaire de l'Etat ne cesse de s'aggraver depuis plusieurs années.

Ce gouvernement a décidé de faire taire toutes celles et ceux qui s'opposent à ses décisions.

En plus de la violence sociale et de la violence économique, il développe un arsenal répressif et autoritaire qui remet gravement en cause les libertés démocratiques fondamentales.

Le droit de manifestation est un droit imprescriptible : il ne saurait y avoir d'action syndicale sans respect de la démocratie.

A l'échelle internationale, les atteintes à nos droits et libertés publiques individuelles et collectives sont vivement critiquées. L'ONU a dénoncé « *le manque de retenue dans l'usage de la force* » et appelle les autorités françaises à « *entreprendre un examen complet de leur stratégie et pratiques en matière de maintien de l'ordre* ». La Confédération syndicale internationale (CSI) dans son rapport annuel a accusé la France de « *brutalités policières* », « *d'arrestations aveugles* » et de « *détentions arbitraires* » lors des manifestations contre la réforme des retraites.

Pour nos organisations syndicales CGT, CFE-CGC, FO, UNSA, FSU, Solidaires de Haute-Loire, en refusant de répondre aux revendications urgentes c'est bien Emmanuel Macron et le patronat qui portent l'entière responsabilité de la dégradation du climat social et économique de notre pays.

En effet, Les 500 familles les plus riches du pays ont doublé leur patrimoine pendant que 10 millions d'habitants vivent sous le seuil de pauvreté, que 12 millions subissent la précarité énergétique et 8 millions dépendent de l'aide alimentaire. Ceci est le résultat de toutes les contre réformes qui ont baissé le pouvoir d'achat des salariés, des retraités et des allocataires, détruit les qualifications, les conventions collectives et les statuts, développé la précarité, facilité les licenciements, attaqué la sécurité sociale et tous les droits sociaux...

**Aussi nous considérons que la seule issue pour sortir de la situation dans laquelle est plongée le pays, c'est de répondre aux légitimes revendications :**

- **L'abrogation de la réforme des retraites**
- **L'augmentation générale des salaires, pensions, allocations et minima sociaux, au minimum au niveau de l'inflation.**
- **L'arrêt des suppressions de services et d'emplois publics et la création des postes nécessaires à leur fonctionnement**
- **L'arrêt de la répression et des remises en causes des libertés syndicales et démocratiques**
- **L'abrogation de toutes les lois liberticides dont la loi de sécurité globale et la loi Cazeneuve de 2017**

Il incombe au gouvernement et au patronat de satisfaire ces revendications minimales mais cruciales. Dans le cas contraire, ils continueront à porter toute la responsabilité de la situation qu'ils ont eux-mêmes créée.

A le Puy en Velay, le Mercredi 12 Juillet 2023